

# Egypte

## Les enjeux du secteur agricole

Avec le développement économique, la part du secteur agricole dans le PIB est en déclin relatif. Par ailleurs, les investissements y sont faiblement dynamiques. Cependant son rôle dans la sécurité alimentaire du pays reste décisif dans un contexte de croissance démographique forte et de sensibilité importante des ménages aux prix alimentaires. Au-delà, le secteur agro-alimentaire a des conséquences macroéconomiques sur l'inflation, le commerce extérieur et les comptes publics. Comme dans le reste de la région, la ressource en eau est un défi majeur. Il l'est d'autant plus dans le cas de l'Egypte en raison des incertitudes qui pèsent sur les eaux du Nil et de leur disponibilité à moyen terme pour les agriculteurs.

### ■ Un secteur économique structurant mais en déclin relatif

Les principaux indicateurs macroéconomiques égyptiens se sont significativement améliorés depuis 2016 grâce à la mise en place de réformes budgétaire et monétaire, ainsi qu'au soutien financier de bailleurs officiels. Même si des vulnérabilités demeurent, c'est maintenant la seconde étape des réformes qui retient l'attention : celle qui permettra de dynamiser la croissance économique et de créer des emplois. D'un point de vue sectoriel, on peut noter des évolutions positives dans les secteurs de l'énergie ou du tourisme. Le secteur agricole a moins retenu l'attention bien qu'il soit un élément clé de l'économie égyptienne. L'agriculture, et plus généralement l'agroalimentaire, sont à la fois une source de revenu, un élément de vulnérabilité économique et un potentiel de croissance à moyen terme.

Le secteur agricole représentait 11,4% du PIB en décembre 2018 et son poids dans l'économie baisse de manière structurelle. Il est passé de 16,5% du PIB en 2002 à 12,5% en 2012. En termes réels la croissance du PIB agricole a été de 3,2% en moyenne depuis 2003, contre 4,4% pour le PIB total. Les principales productions sont le riz, le maïs, le blé, le coton et la canne à sucre. Le secteur emploie environ 14,5% de la population active. Si la quasi-totalité de la production est issue de producteurs privés, le rôle du secteur public reste déterminant, notamment dans la fourniture d'intrants, la distribution du crédit et la gestion du système d'irrigation. Confirmant son déclin sectoriel relatif, l'agriculture n'attire que 4,2% (2016/2017) des investissements totaux. Cependant, certaines entreprises du secteur agroalimentaire veulent réduire leur dépendance aux importations face à une demande locale qui reste soutenue. Cela les incite à l'intégration verticale de leur processus de production en investissant dans des unités de production modernes. Cette stratégie ainsi que la volonté de mettre en place des processus de production plus économes en eau devraient s'accompagner d'une accélération de l'investissement agricole à moyen terme. Comme le reste de l'économie hors-hydrocarbures, le secteur attire peu d'investissements directs étrangers (IDE). En 2016/2017, il n'a attiré que 0,6% du total des IDE, qui restent concentrés sur le secteur des hydrocarbures (61% du total).

Le secteur agricole contribue doublement à l'économie égyptienne : en assurant une partie de la sécurité alimentaire nationale dans un contexte de forte pression démographique et, dans une moindre mesure, en procurant des recettes d'exportation.

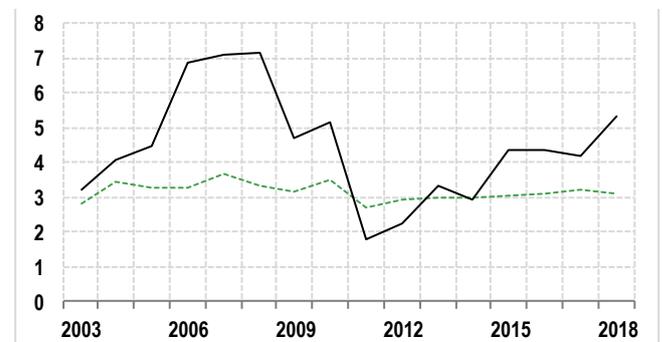
### 1- Prévisions

	2017	2018e	2019e	2020e
PIB réel, variation annuelle, %	4,2	5,3	5,5	5,8
Inflation, IPC, var. annuelle, %	23,3	21,5	13,8	10,8
Solde budgétaire, % du PIB	-10,4	-9,5	-7,5	-6,1
Dettes des adm. publiques, % du PIB	103	93	91	89
Balance courante, % du PIB	-6,1	-2,4	-2,2	-1,8
Dettes externes, % du PIB	34	37	32	29
Réserves de change, mds USD	31	44	47	52
Réserves de change, en mois d'imports	5,5	7,2	7,2	7,6
Taux de change USDEGP (fin d'année)	18,1	17,9	17,5	18,5
Années budgétaires T-1/T (juillet-juin)				

e: estimations et prévisions BNP Paribas Recherche Economique Groupe

### 2- Croissance du PIB réel (%)

— PIB total    - - - PIB agricole



Source : BNP Paribas

Selon l'indicateur de l'EIU<sup>1</sup>, la sécurité alimentaire égyptienne se situe à la 61<sup>e</sup> place sur 113 pays. Parmi les facteurs déterminants pour la sécurité alimentaire, la qualité des infrastructures (ports, stockage) et la faible volatilité de la production nationale sont deux points forts. La prédominance de l'irrigation (grâce à l'utilisation des eaux du Nil et dans une moindre mesure des nappes phréatiques) dans le mode de production explique la faible vulnérabilité de la production aux aléas climatiques. La production agricole primaire

<sup>1</sup> The Economist, *Global Food Security Index 2018*, Intelligence Unit



(non transformée) permet de répondre à 91,5% de la demande nationale<sup>2</sup>.

La part de la production primaire exportée dans la production totale est faible (2,7% en 2015), et celle des exportations agricoles dans les exportations totales de biens n'est que de 8,7%.

### ■ Une source de vulnérabilité macroéconomique

Les comptes extérieurs des produits agricoles primaires et des biens alimentaires sont structurellement déficitaires. En 2017/2018, ce déficit s'élevait à USD 7,6 mds soit environ 20% du déficit commercial total (11% pour les seules céréales). Etant donné la taille de la population (environ 100 millions d'habitants) et le rôle central des céréales dans le régime alimentaire moyen (l'Égyptien moyen est le premier consommateur de blé au monde), l'Égypte fait partie des premiers importateurs mondiaux. Cette dépendance contribue à la vulnérabilité de l'économie aux variations des prix agricoles. La forte hausse des prix des céréales peut être un élément déclencheur de mouvements sociaux, comme en 2008.

Deuxièmement, l'impact inflationniste des mouvements des prix alimentaires rend délicate la politique de ciblage de l'inflation de la banque centrale, même si l'indice sous-jacent (qui exclut la part la plus volatile des biens alimentaires) est un indicateur important. En dehors des éléments spécifiques liés aux réformes économiques (flottement de la monnaie, réduction des subventions), l'évolution du prix de l'alimentation est un élément majeur de l'inflation des prix à la consommation. En raison de la faible saisonnalité de la production agricole, l'inflation alimentaire est soit due à la hausse des prix mondiaux des céréales, soit aux rigidités et au manque de concurrence du marché agro-alimentaire national. Les prix des biens alimentaires représentent 40% de l'indice des prix à la consommation et connaissent une volatilité importante. En mars 2019, l'inflation annuelle moyenne des prix de l'alimentation était de 13,5%, à peu près équivalente à celle de l'indice général (13,7%).

Les subventions alimentaires n'ont pas été affectées par le programme de réformes budgétaires. Au contraire, afin de soutenir le pouvoir d'achat des ménages, celles-ci ont quasiment doublé en valeur au cours de l'année 2017/2018 pour représenter 8,6% des dépenses budgétaires primaires, soit 1,8% du PIB. Elles devraient continuer à progresser modérément à moyen terme.

### ■ Perspectives : la question de l'eau

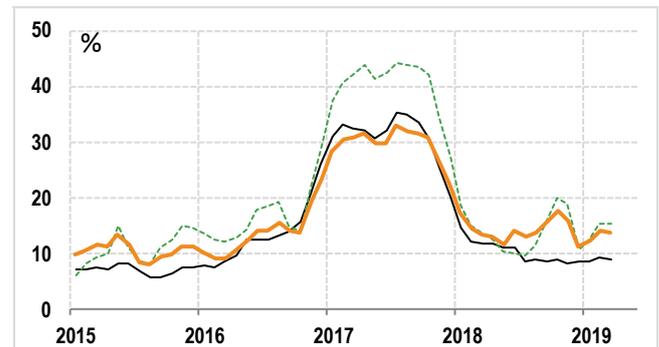
Les perspectives du secteur agricole sont dominées par la problématique de la ressource en eau. Le Nil couvre 90% des besoins en eau du pays (tous usages confondus) et environ 85% des ressources en eau sont destinées à l'agriculture. Cet usage intensif des eaux du Nil est susceptible d'être remis en question par la construction d'un barrage en amont du fleuve par l'Éthiopie (GERD<sup>3</sup>). Ce projet - d'un coût estimé à USD 5 mds - servirait notamment à alimenter une centrale électrique d'une capacité de 6 gigawatt, la plus grande d'Afrique. Pour le moment les conséquences de ce barrage pour la production agricole égyptienne

<sup>2</sup> IFPRI, *Beyond the business case for agricultural value chain development. An economywide approach applied to Egypt*. WP 18, mars 2019

<sup>3</sup> *Grand Ethiopian Renaissance Dam*

### 3- Inflation des prix à la consommation (g.a)

— Inflation totale — Inflation sous-jacente - - - Biens alimentaires



Source : BNP Paribas

sont difficiles à estimer. En effet, l'Égypte et l'Éthiopie ne sont pas encore parvenues à s'accorder sur une étude d'impact commune<sup>4</sup>. Néanmoins, les conséquences d'une baisse du débit d'un fleuve dont les rives concentrent 95% de la population égyptienne, et qui est essentiel à la production agricole, seront importantes et négatives. Ainsi, la production agricole se trouverait certainement affectée par une salinisation accrue des terres et une baisse des rendements. Par ailleurs, la mise en eau du barrage éthiopien réduirait significativement la capacité de production en électricité du barrage d'Assouan, situé en aval du GERD<sup>5</sup>. Assouan fournit actuellement environ 4,3% de la capacité électrique totale du pays.

Au niveau régional, les négociations bilatérales ont progressé depuis 2014 mais sans accord pour le moment. Au niveau national, le gouvernement met en place des mesures susceptibles de préserver les ressources en eau. Les importations de riz sont à nouveau encouragées pour en limiter la culture et des ressources alternatives vont être développées telles que le recours accru aux nappes phréatiques, le développement d'usines de désalinisation, une meilleure gestion des eaux usées. Cependant, cette politique sera à coup sûr coûteuse, tant en termes d'importations (avec la limitation des cultures les plus gourmandes en eau), de consommation d'énergie (la désalinisation est très énergivore) que d'investissements.

Même si le secteur agricole a paru quelque peu marginalisé dans les évolutions économiques et les réformes récentes, il reste un élément central de la stabilité macroéconomique égyptienne.

Pascal Devaux

[pascal.devaux@bnpparibas.com](mailto:pascal.devaux@bnpparibas.com)

<sup>4</sup> International Crisis Group, *Bridging the gap in the Nile waters dispute, Africa* Report n°271, 20 mars 2019.

<sup>5</sup> MEES, *Egypt sees end to water tension with Ethiopia : is it a in denial*, 21 septembre 2018

